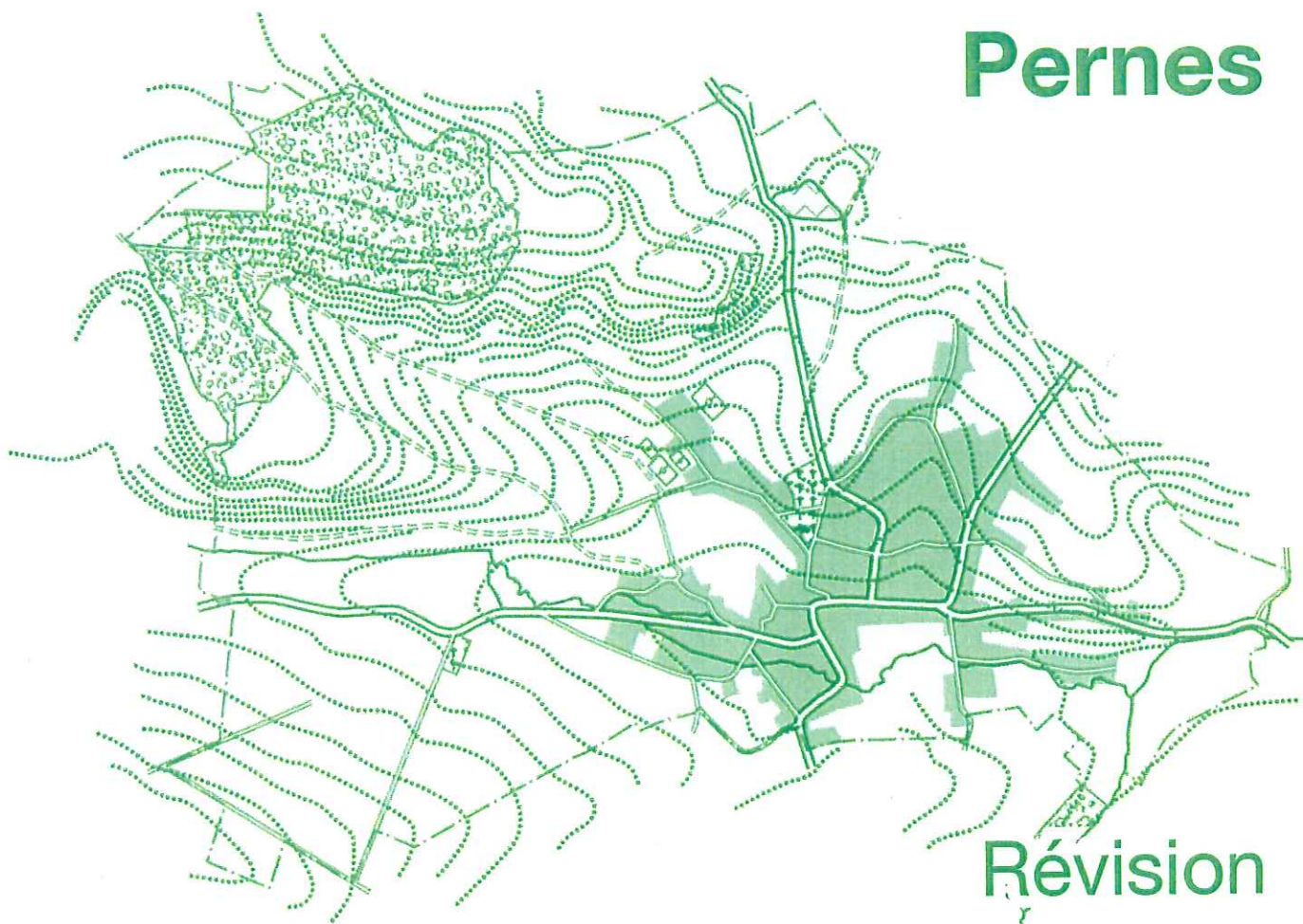


Département du Pas-de-Calais

# Plan Local d'Urbanisme de la commune de

## Pernes



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS  
DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
Bureau du Contrôle de Légalité

## NOTICE SANITAIRE

Reçu le 20 DEC. 2005



Approuvé le : 27 février 1991  
Mis en révision le : 18 juin 1999  
Arrêté le : 26 septembre 2003  
Approuvé le : 25 novembre 2005

*Vu pour être annexé  
à la délibération du  
25 Novembre 2005*

*Le Maire,*



**EAC**  
Etudes & Cartographie  
6/8 rue Léon Trulin  
59 000 Lille  
Tél : 03 20 51 94 95  
Fax : 03 20 51 94 90

# L'EAU POTABLE

## I - Gestion du réseau

Pernes a affermé la production, le traitement et la distribution d'eau potable au Syndicat Intercommunal de Pernes-Floringhem ayant l'assistance logistique de l'Agence de Bruay-Béthune de la Générale des Eaux. Cette dernière assure la distribution publique d'eau potable sur le périmètre du syndicat de PERNES-FLORINGHEM, constitué des communes de Pernes et Floringhem. En 2001, le syndicat intercommunal de Pernes-Floringhem comptait 956 clients dont 685 pernois, 86 519 m<sup>3</sup> facturés dont 61 644 vendu aux habitants de Pernes, deux réservoirs et 27,8 km de réseau d'eau potable.

## II - Alimentation

En 1999, des travaux ont été réalisés afin de raccorder le réseau du Syndicat de Pernes-Floringhem au SACRA, le syndicat voisin. Le captage d'eau communal de Pernes, du fait de sa vulnérabilité lors de fortes précipitations a été abandonnée en juin 1999, au profit d'une fourniture d'eau produite par le SACRA. L'eau que récoltait ce captage était principalement de l'eau de source et de l'eau de ruissellement du fait de l'absence de nappe phréatique dans le sous-sol de Pernes. Par conséquent, cette eau se révélait être fréquemment impropre à la consommation comme l'ont déterminées plusieurs analyses effectuées par l'intermédiaire de la DDASS détectant la présence de bactéries à des taux non conformes (Présence de coliformes, germes de contamination fécale – relevés des 19/01, 24/06 et 14/08/1998).

Actuellement, toute l'eau livrée provient des captages produits par le SACRA.

## III - Production

La Générale des Eaux a produit 170 435 m<sup>3</sup> d'eau potable en 2001 sur le territoire de Pernes-Floringhem.

### *Evolution des volumes*

	1999	2000	2001
<b>Volumes produits</b>	94 922	0	0
<b>Volumes achetés (Sacra)</b>	65 940 m <sup>3</sup>	202 812 m <sup>3</sup>	170 435 m <sup>3</sup>
<b>Volumes distribués</b>	160 862 m <sup>3</sup>	202 812 m <sup>3</sup>	170 435 m <sup>3</sup>
<b>Volumes consommés rapportés à 52 semaines</b>	101 616 m <sup>3</sup>	103 626 m <sup>3</sup>	101 519 m <sup>3</sup>
<b>Rendement du réseau</b>	63,2%	51,1%	59,6%

#### IV - Stockage

L'eau potable destinée à être distribuée aux abonnés est stockée dans 3 réservoirs disposant d'une capacité respective de 300 m<sup>3</sup> et 2 X 150 m<sup>3</sup>. Ils sont situés dans la partie nord de la commune : rue d'Aumerval au nord du territoire communal concernant le réservoir de 300 m<sup>3</sup> et à l'entrée nord du bourg-centre pour les deux autres réservoirs.

#### V - Réseaux

En 2001, le SI de Pernes-Floringhem dispose de 27 818 mètres de réseaux. Comme l'indique le tableau ci-dessus, le rendement du réseau, après avoir chuté entre 1999 et 2000, retourne à un meilleur niveau. En effet, entre 1999 et 2000, le rendement du réseau s'est dégradé du fait des nombreuses fuites occasionnées par le changement de production (modification de la pression et de l'écoulement des flux). Pour contrer cette diminution du rendement, un programme de renouvellement de canalisation et de pose d'équipement hydraulique d'exploitation du réseau a été mis en œuvre contribuant à un retour en 2001 à un niveau de rendement plus important.

#### VI - Consommation

Le SI compte 956 clients en 2001 dont 685 Pernois et 271 de Floringhem. Sur ces 956 abonnés, on en comptait 940 clients municipaux dont 916 domestiques, 2 collectifs et 22 irrigations et agricoles, et 16 municipaux. Le volume d'eau potable consommé était de 86 519 m<sup>3</sup> en 2001 contre 88 626 m<sup>3</sup> en 2000. Malgré la progression du nombre de clients entre 2000 et 2001, on constate la diminution des volumes consommés en 2001.

##### *Répartition des volumes facturés en eau potable*

Années	1999	2000	2001
<b>Domestiques</b>	79 698	76 806	75 873
<b>Industriels</b>	0	0	0
<b>Collectifs</b>	627	699	681
<b>Irrigations et agricoles</b>	9 023	9 639	8 797
<b>Municipaux</b>	2 268	2 571	2 390
<b>Totaux</b>	91 616	88 626	86 519
<b>Consommations domestiques unitaires en m<sup>3</sup>/an/habitant*</b>	90	85	83
<b>Consommations totales moyennes en m<sup>3</sup>/an/habitant*</b>	99	94	91

\* : sur la base du recensement de 1999

## **VII - Qualité de l'eau**

Concernant la qualité des eaux d'alimentation publique, les mesures effectuées par la DDASS en 1998 ont mis en évidence la présence de coliformes, de germes témoins de contamination fécale ou d'une turbidité non conforme aux critères de qualité. Suite à cette anomalie, le captage de Pernes, déterminé comme l'origine de l'infection lors des périodes de pluies importantes, a été abandonné. Depuis que l'eau livrée provient des captages produits par le SACRA, les analyses effectuées par la DDASS démontrent que la qualité de l'eau est conforme aux normes en vigueur (prélèvements du 7/10/1999 et du 22/06/2000).

Au niveau de la production de l'eau, la Générale des Eaux a procédé à 6 prélèvements pour analyses de surveillance en 2001 concernant les paramètres microbiologiques de l'eau.

La DDASS a effectué en 2001, 11 prélèvements dont la moitié a permis d'analyser les paramètres physico-chimique de l'eau et l'autre les paramètres microbiologiques.

Les résultats des contrôles bactériologiques de la Générale des Eaux sont en parfaite similitude avec ceux de la DDASS, les paramètres physico-chimiques n'ayant pas été analysés par la Générale des Eaux. Les analyses concluent que l'eau d'alimentation est conforme aux normes de consommation de l'eau potable en vigueur pour les paramètres micro-biologiques comme physico-chimiques.

## **VIII – Situation future**

Les principales orientations affichées par le projet de PLU n'ont pas d'incidences, en terme de renforcement, sur le réseau d'eau potable actuel. En effet, ne sont repris en zone urbaine que des terrains équipés. Les extensions urbaines envisagées se ne feront qu'au travers de zones d'urbanisation future dites AU dont les équipements internes sont à la charge de l'aménageur. Le groupe de travail s'est attaché à ce que chacune de ces zones soit desservie, en périphérie, par un réseau de capacité suffisante de manière à ce que la desserte en eau potable interne à la zone, une fois réalisée, puisse se raccorder convenablement au réseau existant.

## DÉFENSE INCENDIE

L'article L. 2212-2 du Code des Collectivités Territoriales stipule que la municipalité est responsable de la lutte contre l'incendie.

Elle doit veiller à ce que des points d'eau correspondant aux besoins de défense contre l'incendie des habitations et des activités industrielles soient implantés au fur à mesure de l'évolution de l'urbanisation.

La commune doit entretenir les installations de lutte contre l'incendie.

Le règlement du PLU prévoit un certain nombre de règles facilitant l'accès et la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

La circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 définit les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie en fonction des risques à défendre. À proximité de tout risque moyen, un minimum de 120 m<sup>3</sup> utilisables en 2 heures doit être disponible. Le réseau de distribution doit comporter des poteaux d'incendie de 100 mm d'un débit minimal de 17 l/s sous une charge d'au moins un bar. Suivant le risque, les poteaux doivent être espacés de 200 à 300 m.

Les poteaux ou bouches d'incendie doivent être conformes aux normes NFS 61.211, NFS 61.213, NFS 61.200.

Les articles 18 et 19 du Règlement de mise en œuvre opérationnelle du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas de Calais précisent notamment que :

- la commune doit contrôler les points d'eau ;
- la commune doit établir, à ses frais, un plan topographique où figurent les établissements particuliers (installations classées, établissements recevant du public, grands établissements agricoles ou autres présentant des risques, ...), les points d'eau avec leur débit et leur pression, les établissements publics (mairie, police, pompiers, EDF, GDF, ...) avec leur numéro d'appel.

Les bâtiments à usage d'habitation sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 1986.

Les établissements recevant du public sont soumis aux dispositions l'article R. 123-24 du code de la construction et de l'habitation.

Les établissements classés sont soumis aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, de son décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Le groupe de travail s'est attaché à ce que chacune des zones d'urbanisation future soit desservie, en périphérie, par un réseau de capacité suffisante de manière à ce que la sécurité incendie, interne à la zone, puisse être assurée correctement.

Le 25/09/1997, le conseil Municipal de Pernes-en-Artois a approuvé le schéma général de défense incendie élaboré à sa demande par les services de la DDE – subdivision de Saint-Pol-sur-Ternoise. Ce document planifie des extensions de réseaux (1630 m), la mise en place de poteau incendie 100 mm (10 projetées) et la création de points de puisage notamment le long de la rivière de la Clarence (5 prises d'eau projetées) afin de couvrir certains secteurs non équipés en matière de défense incendie.

Dans le cadre de la Défense contre l'incendie du magasin Shopi situé au cœur du bourg-centre, l'installation d'un système d'écluse par l'aménagement de la rivière de la Clarence a été programmé afin d'assurer un volume tampon d'une contenance suffisante. Ce point d'eau sera complété par l'aménagement d'une plate-forme d'aspiration (juillet 2001).

La défense incendie de Pernes en Artois est assurée par un réseau suffisant avec un maillage de 15 poteaux incendie implantés sur le réseau d'eau potable et dispersés sur l'ensemble du territoire dont 14 sont normalisés DN 100 et 1 est une prise accessoire DN 80 (04/2001).

Le rapport du sapeur pompier Vasseur datant du 21 avril 2001 montre qu'hormis le poteau incendie situé rue du Bart et la prise accessoire localisée rue des Prés, tous les poteaux incendie présentent un débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h. 9 des poteaux incendie présente un débit supérieur à 80 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs, des observations ont été annotées concernant les deux poteaux localisés chemins du Forestel et de la Justice présentant une fuite et deux poteaux situés rue du Bart et Place Quelquejeu présentant des difficultés d'ouverture ou de fermeture.

GROUPEMENT : G 2		C.I.S. :	PERNES-en-ARTOIS		COMMUNE :		PERNES-en-ARTOIS		
DATE : 21/04/2001		SAPEURS-POMPIERS :			Sap N. Vasseur				
		Sap P. Vasseur							
PERSONNES PRESENTES :									
Heure	Nature du point d'eau	Numéro	Implantation	Volume (en m3) et Réalimentation (en m3)	D.G.B.(*) en m3	P.S.(*) (en bar)	P.D.(*) (en bar)	Conformité	Observations (1)
			DEFENSE PRINCIPALE						
9 h05	PI		Rue de l'église Face Maison n° 57		100	7	5	C	
	PI		Rue du Bart Coin patte d'oie		54	2		NC	Ouverture difficile (à réparer)
	PI		Rue de la Paix Calvaire		112	6	5	C	
	PI		Chemin de la Justice Face Maison n° 5		100	6	6	C	
	PI		Chemin de la Justice Face Maison n° 39		78	5,5	5,5	C	Fuite au pied du PI (à réparer)
	PI		Rue de Blaringhem Maison de Retraite		108	6,1	6	C	
	PI		Rue Chante-au-Vent Face Maison n° 18		75	7,5	5,5	C	
	PI		Rue nationale Face C.I.S.		94	3	2	C	
	PI		Place Quelquejeu Ancienne bascule		130	6	4,2	C	Fermeture difficile (à réparer)
	PI		Chemin du Forestel C.E.S.		73	6,5	1,5	C	Fuite au chapeau (à réparer)
	PI		Rue de la gare Face Maison n° 34		84	2,5	2	C	
	PI		Rue de la gare Face Maison n° 102		76	3	1,5	C	
	PI		Rue du Moulin Face Maison n°		98	4	3	C	

(\*) D.G.B. = Débit à Gueule Bée - P.S. = Pression Statique - P.D. = Pression Dynamique



GROUPEMENT : G 2		C.I.S. :	PERNES-en-ARTOIS	COMMUNE :	PERNES-en-ARTOIS				
DATE : 21/04/2001		SAPEURS-POMPIERS :		Sap N. Vasseur					
		Sap P. Vasseur							
PERSONNES PRESENTES :									
Heure	Nature du point d'eau	Numéro	Implantation	Volume (en m3) et Réalimentation (en m3)	D.G.B.(*) en m3	P.S.(*) (en bar)	P.D.(*) (en bar)	Conformité	Observations (1)
			DEFENSE PRINCIPALE						
9 h05	PI		Grand'Place Face Maison n° 12		89	3	2	C	
			DEFENSE ACCESSOIRE						
	PA		Rue des Prés Maison n° 5		27				

(\*) D.G.B. = Débit à Gueule Bée - P.S. = Pression Statique - P.D. = Pression Dynamique



# ASSAINISSEMENT

## I- SITUATION ACTUELLE

Depuis 1986, la collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales ont été affermé à la Générale des Eaux de Bruay La Buisnière.

### I- 1 Le réseau

En 2000, pour les communes de Pernes-en-Artois et de Floringhem, le réseau de collecte présentait un linéaire total de 24,9 km dont 3 postes de refoulement, 464 bouches et avaloirs, et 6 déversoirs d'orage. Le réseau de collecte se décompose en 4 508 mètres de réseaux unitaires, 14 424 mètres de réseaux d'eau usées et 5 923 mètres de réseaux d'eaux pluviales. Il existe 3 postes de refoulement localisés à Pernes-en-Artois rues Brandin, du Guit et Salengro.

Poste	Réseau EU (km)	Réseau EP (km)	Réseau Uni-taire (km)	Total réseau (km)	Bran-cht. (unité)	Ava-loirs (unité)	Dév. D'orage (unité)	Re-gards (unité)
<b>Commu-nauté du Pernois</b>	14,42	5,92	4,51	24,85	737	464	6	227

En 2000, sur l'ensemble du réseau, le nombre de clients, était de 699 dont 465 Pernois et 234 habitant Floringhem et le volume collecté était de 60 651 m<sup>3</sup> (dont 42 845 m<sup>3</sup> pour les habitants de Pernes-en-Artois et 17 806 m<sup>3</sup> pour les clients de Floringhem). Entre 1999 et 2000, on assiste à une chute du volume collecté de 2885 m<sup>3</sup>, alors que le nombre de clients reste stable.

#### *Evolution du nombre de clients*

Année	1998	1999	2000
<b>Clients</b>	722	699	699
<b>Evolution</b>			0 %

#### *Evolution des volumes assujettis*

Année	1998	1999	2000
<b>Volumes assujettis</b>	62 442	63 536	60 651
<b>Evolution</b>			- 4, 54 %

## I- 2 La station d'épuration

Les volumes collectés par le réseau d'assainissement sont traités à la station d'épuration de Pernes-en-Artois. Les volumes arrivés à l'usine s'élèvent à 52 437 m<sup>3</sup> pour l'année 2000, soit un débit moyen de 1444 m<sup>3</sup>/jour.

En 2000, l'usine a produit 728 m<sup>3</sup> de boues brutes, soit 55 tonnes de matières sèches qui ont été valorisées totalement en agriculture avec un suivi agronomique.

Des analyses ont été faites sur les effluents et rejets de la station d'épuration. Les résultats analytiques moyens sont les suivants :

*Dépollution - Usine de Pernes-en-Artois*

	<b>Effluent (kg/j)</b>	<b>Rejet (kg/j)</b>	<b>Rendement épuration moyen (%)</b>	<b>Qualité moyenne des effluents (mg/l)</b>	<b>Norme (mg/l)</b>	<b>Résultats de conformité en %</b>
DBO5	11	1	94%	2	30	94
DCO	82	4	95%	20	90	95
MES	47	1	98%	5	30	98

L'usine de dépollution de Pernes-en-Artois est peu chargée en pollution, recevant 23% de la charge nominale\* en DCO, 7% en DBO5, 22% en MES et 32 % de la charge nominale en débit (\* : la charge nominale est la caractéristique de référence ou à défaut la caractéristique constructeur de la station d'épuration).

L'usine de dépollution de Pernes-en-Artois permet la conformité du niveau de rejet par rapport à la réglementation actuelle.

## II- SITUATION FUTURE

Afin d'être conforme à la loi sur l'eau, la Communauté de Commune du Pernois ayant la compétence « assainissement des eaux usées » a engagé des études afin d'élaborer le schéma directeur d'assainissement intercommunal.

# **ORDURES MENAGERES**

## **I – LA COLLECTE en porte à porte**

Le ramassage des ordures ménagères est assuré par le syndicat mixte Collecte-tri-traitement à Saint Pol sur Ternoise.

En ce qui concerne les ordures ménagères ordinaires, il s'agit d'un ramassage par sacs dont la fréquence est hebdomadaire. L'ensemble des habitations est desservi en porte-à-porte. Le ratio de volume de déchets collectés pour les 103 communes appartenant au syndicat mixte correspond pour l'année 2002 à près de 290 kg par habitants. Ces derniers sont acheminés vers le Centre d'incinération SEMIURA situé à Labeuvrière, la décharge de Pernes-en-Artois étant fermé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001 (arrêté préfectoral du 03/05/2001). La collecte et le transport sont assurés en régie par le syndicat Mixte.

La collecte sélective est assurée depuis mai 2000 sur l'ensemble des communes appartenant au syndicat mixte. Cette collecte en porte-à-porte, dont la fréquence des ramassages est bimensuelle, porte sur les emballages ménagers, les journaux et les magazines. Le transport de ces déchets, collectés au sein de bac à couvercle jaune est actuellement assuré par la société Aubine Onyx.

La collecte des encombrants a une fréquence bi-annuelle. L'organisme assurant la collecte est la société Atre localisée à St Pol sur Ternoise.

## **II – LA COLLECTE par apport volontaire : LA DÉCHETTERIE**

La déchetterie dont dépend la commune est localisée à Camblain-Châtelain dans le secteur de la Ferté. Facile d'accès à partir de la RD 86 E, les habitants de Pernes peuvent y déposer, par apport volontaire, les ferrailles, le bois, le tout-venant, les gravats, les déchets verts, les vieux vêtements, le verre, les piles, les batteries automobiles et les cartouches d'encre. Le tonnage de déchets collectés par cette déchetterie courant 2002 était de 733,81 tonnes. Le ratio de volume de déchets collectés pour les 103 communes appartenant au syndicat mixte correspond pour l'année 2002 à près de 72,22 kg par habitants. La ferraille collectée est revendue à la société Beaupré située à Fiefs, le tout venant est acheminé jusqu'au centre d'enfouissement d'Hersin Coupigny, le verre est revendu à l'usine BSN de Wingles, les batteries automobiles sont mis à la disposition de ferrailleur, les piles sont revendues à l'entreprise Screlec de Paris, les vieux vêtements sont donnés à l'organisme « Le Relais », le bois est mis à la disposition des habitants souhaitant le réutiliser ou s'ils ne trouvent pas preneurs sont acheminés au centre d'enfouissement technique d'Hersin Coupigny, les gravats mis gratuitement à disposition de la population.